

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 09/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SBV\_STE BRETTEVILLAISE DE VALORISATION**

ZA des Hautes Varendes  
14680 Bretteville-Sur-Laize

Références : 2025 - 01  
Code AIOT : 0003900792

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2024 dans l'établissement SBV\_STE BRETTEVILLAISE DE VALORISATION implanté ZA des Hautes Varendes 14680 Bretteville-sur-Laize. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale pour vérifier les modalités d'accueil des déchets inertes ainsi que la garantie du caractère non-dangereux des matières accueillies. Ces visites font l'objet de prélèvements de déchets qui sont ensuite analysés pour permettre de vérifier leur conformité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SBV\_STE BRETTEVILLAISE DE VALORISATION
- ZA des Hautes Varendes 14680 Bretteville-sur-Laize
- Code AIOT : 0003900792
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale du site consiste à accueillir des déchets inertes, procéder à leur tri, leur regroupement et leur traitement afin de valoriser au mieux ces matériaux.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Présence du registre	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Documents préalables d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Mise en œuvre de la procédure d'acceptation de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
8	Stabilité des stocks de déchets	Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article Art 38	Demande d'action corrective	7 jours
9	Intégration paysagère du site	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article Art 7	Demande d'action corrective	3 mois
10	Durée de stockage des déchets	AP Complémentaire du 23/05/2023, article Art 38	Demande d'action corrective	12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Analyse du caractère	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2 et 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	inerte et non-dangereux des déchets accueillis		
4	Remblayage par des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet
7	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les apports contrôlés restent conformes à la réglementation toutefois l'exploitant ne possède pas de procédure pour prévenir l'apport de déchets dangereux, il devra mettre en place des actions correctives afin de prévenir ce risque.

Le tas de déchets en attente de traitement constitué des apports faits par les clients possède une hauteur importante et devra faire l'objet de mesures de prévention des risques d'accident et de maîtrise de sa hauteur pour limiter les risques et garantir une bonne intégration paysagère.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Présence du registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Document préalable - annexes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas pu fournir à l'inspection de liste des derniers apports. L'inspection conclut qu'il n'existe pas de registre consignait la liste des apports avec la date, l'heure, le poids, le résultat du contrôle visuel et les éventuels motifs de refus d'admission. Par ailleurs il est rappelé que les refus doivent faire l'objet d'un signalement sans délai à l'inspection des installations classées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra sous 1 mois mettre en place le registre prévu par la réglementation et transmettra une copie du registre à l'inspection des installations classées après 2 semaines de mise en œuvre.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Documents préalables d'admission des déchets inertes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Document préalable
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant: - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - l'origine des déchets; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection 7 demandes d'acceptation préalable (DAP).</p> <p>Le modèle de DAP utilisé permet d'obtenir l'engagement des producteurs de n'apporter que des déchets non-dangereux, les coordonnées du chantier, le SIRET du producteur, du demandeur et du transporteur.</p> <p>Ce modèle pourrait être amélioré en interrogeant sur la présence ou absence d'incendie sur les sites d'excavation, et sur la suspicion d'activité polluante qui est actuellement rempli à la main par le secrétariat.</p> <p>Le remplissage des DAP est parfois incomplet ou erroné, à titre d'exemple:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-La DAP 2024-11-554A indique des coordonnées GPS au droit d'une ferme, il convient de justifier quels éléments ont permis d'écarter les doutes relatifs à une pollution.</li> <li>-La DAP2024-11-544A borde un garage automobile susceptible d'être pollué mais cela n'apparaît pas dans la DAP. L'exploitant a indiqué que des analyses ont été faites et sont revenues conformes pour ce site.</li> <li>-La DAP 2023-11-72A n'a pas été datée.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant mettra à jour son modèle de DAP sous 1 mois afin de tenir compte des remarques de l'inspection et veillera au bon remplissage des documents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Analyse du caractère inerte et non-dangereux des déchets accueillis**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2 et 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Résultats des analyses du prélèvement inopiné
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 2:</p> <p>Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;</li> <li>- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;</li> <li>- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;</li> <li>- des déchets non pelletables ;</li> <li>- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;</li> <li>- des déchets radioactifs.</li> </ul> <p>Article 3</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li> <li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li> <li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p>

<p>L'inspection a demandé au prélèvement et à l'analyse des terres de 3 chantiers.</p> <p>Le premier apport contrôlé correspond à un chantier conduit par la société SBTP à Emieville, les résultats d'analyses montrent que le déchet est inerte car conforme aux valeurs de l'arrêté ministériel et non dangereux au regard de l'interprétation des résultats d'analyse sur brut.</p> <p>Le second apport contrôlé correspond à un chantier conduit par la société réseau environnement, les résultats d'analyses montrent que le déchet est inerte car conforme aux valeurs de l'arrêté ministériel et non dangereux au regard de l'interprétation des résultats d'analyse sur brut.</p> <p>Le troisième apport contrôlé correspond à un chantier mené par la société SBTP à Epron, les résultats d'analyses montrent que le déchet est inerte car conforme aux valeurs de l'arrêté ministériel et non dangereux au regard de l'interprétation des résultats d'analyse sur brut.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Remblayage par des déchets inertes**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Absence de matériaux interdits par nature</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : [...]</p> <p>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que du personnel était toujours présent lors du déchargement.</p> <p>Les apports récents qui ont pu être observés montraient l'absence de matériaux non-admissibles sur le site (plastique, ferrailles, végétaux,...). L'exploitant indique procéder à un sur-tri si d'éventuels apports sont non-conformes, l'inspection a effectivement pu constater la présence d'une benne DIB à proximité de la zone d'apport.</p> <p>Un tas de terre semblait nécessiter un tri supplémentaire, l'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'un tas très ancien et qu'il était procédé à un tri afin de valoriser ce tas lorsque le personnel était moins mobilisé qu'à l'habitude.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, contenu de la procédure</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

#### **Constats :**

L'exploitant ne possède pas de procédure d'admission permettant de déterminer les matériaux qui peuvent être accueillis sur le site, les analyses et leurs fréquence, les informations nécessaires permettant de certifier leur caractère non-dangereux, ni les éléments attendus pour garantir l'aspect inerte.

L'exploitant a indiqué à l'oral demander une analyse ISDI si l'apport était de plus de 2000t pour les professionnels et plus de 500t pour les particuliers mais cela n'est consigné dans aucun document.

L'exploitant a présenté un tableau permettant d'interpréter les valeurs d'analyses de métaux sur brut permettant de conclure si le matériau est d'origine naturelle ou s'il est dangereux de manière certaine. Il n'est rien indiqué des attendus pour les résultats entre ces deux jeux de valeurs.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra sous 3 mois mettre en place une procédure décrivant les matériaux qui peuvent être accueillis, les informations nécessaires à la certification de leur caractère inerte et non-dangereux, ainsi que les modalités d'accueil et de traitement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 :** Mise en œuvre de la procédure d'acceptation de déchets inertes

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3



<b>Thème(s) :</b> Autre, Procédure d'acceptation préalable
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.
<b>Constats :</b>  Aucune analyse sur brut n'a pu être transmise à l'inspection, il est donc probable que la caractérisation en dangerosité ne soit pas mise en œuvre.  Concernant les DAP observées pendant la visite, il y est indiqué si des analyses ont été menées, mais il n'y a pas d'information sur le résultat qui permettrait d'écarter le risque d'accueil de déchets dangereux.  Un apport a été réalisé le jour de la visite et faisait l'objet d'un doute de la part de l'exploitant. L'exploitant a décidé d'isoler cet apport et a procédé à une analyse pour confirmer la possibilité de l'accepter ou non sur le site, ce qui est une bonne pratique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra mettre en œuvre la procédure demandée au point précédent dès son approbation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les déclarations sur le RNDTS ont été réalisées jusqu'à la veille du jour du contrôle.  L'exploitant a été en mesure d'indiquer l'origine de chaque apport ainsi que les DAP associés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Stabilité des stocks de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article Art 38
<b>Thème(s) :</b> Autre, Stabilité des stocks de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le stockage de ces déchets ne doit pas nuire à la qualité du sol compte-tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. L'exploitant veille à la stabilité physique des stocks, en particulier à éviter les glissements.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté le jour de la visite que le stock de terre est particulièrement élevé, que sa stabilité ne semble pas garantie et qu'une verse engendrerait probablement un incident ou un accident sur le site. L'exploitant reconnaît que le stock possède une hauteur importante mais n'en connaît pas la hauteur exacte. Il dit également qu'il avait procédé à la mise en place de jalons afin de surveiller sa stabilité (non contrôlé par l'inspection lors de la visite en l'absence de moyens pour ce faire).  L'inspection a immédiatement demandé à ce que des lego-blocs soient disposés tout autour du stock afin qu'aucun engin ne puisse déstabiliser le tas par erreur. L'exploitant y a procédé et a transmis des photos de la mise en place de cette mesure de prévention.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant procédera chaque semaine à la surveillance de l'évolution du stock et des jalons. Il consignera le résultat de cette surveillance et reste en mesure de fournir à l'inspection des installations classées un bilan de cette surveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

#### N° 9 : Intégration paysagère du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article Art 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Intégration paysagère
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements ou des stocks de grande hauteur. Il les précise dans son dossier de demande d'enregistrement.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a pu estimer en tenant compte de l'altitude du pied du stock de terre et de la hauteur des bâtiments alentours, que le stock de terre devait avoir une hauteur maximum de 15m afin de garantir son insertion paysagère.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

<p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à un relevé topographique du stock de terre et de repérer l'altitude de 15m sur le stock.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à la mise en conformité de la hauteur du stock de terre sous 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Durée de stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2023, article Art 38
<b>Thème(s) :</b> Autre, Durée de stockage des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La durée de stockage des déchets ne doit pas excéder 3 ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre présent sur place et le mélange des terres ne permettent pas de connaître exactement la date du premier apport de terre ayant constitué le stock actuel.</p> <p>L'exploitant a déclaré que le stock pourra être résorbé une fois l'unité de lavage en service (en cours de construction lors de la présente visite), laquelle est prévue d'ici la fin du premier trimestre 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Considérant que l'exploitant est en mesure de justifier des apports depuis le 01/01/2023 (selon les déclarations au RNDTS), il est demandé à l'exploitant de procéder à l'évacuation complète du tas avant le 01/01/2026 afin de garantir sa compatibilité avec l'arrêté préfectoral.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois